ASSEMBLÉE NATIONALE

23 février 2023

RELATIF À L'ACCÉLÉRATION DES PROCÉDURES LIÉES À LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES ET AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EXISTANTES - (N° 762)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CE112

présenté par

M. Villedieu, M. de Fournas, M. de Lépinau, Mme Engrand, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, Mme Laporte, M. Lopez-Liguori, M. Meizonnet, Mme Menache, Mme Sabatini, M. Tivoli et Mme Mathilde Paris

ARTICLE 1ER B

À l'alinéa 6, substituer au taux :

« 50 % »

le taux :

« 65 % ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit d'un amendement de repli.

La part actuelle de la production nucléaire dans le mix énergétique est entre 65 % et 70 % en moyenne hors périodes d'importantes maintenances.

La consommation d'électricité ne va faire qu'augmenter dans les décennies à venir avec notamment l'électrification généralisée des moyens de transports et la numérisation des secteurs de formations et professionnels. Le gestionnaire des réseaux d'électricité publique RTE prévoit une augmentation de la consommation d'électricité en cas de réindustrialisation du pays de 90 %.

La part des énergies renouvelables peinerait déjà à atteindre les 50 % à consommation constante, cela n'est donc pas envisageable face à de telles prévisions. C'est pourquoi la part du nucléaire ne peut raisonnablement passer de presque 70 % à 50 %, sauf pour des raisons symboliques et idéologiques qui entraîneraient de nouvelles fermetures de centrales quand de nouvelles constructions s'imposent, ce qui enfoncerait la France dans une crise énergétique durable.

Pour assurer un développement réaliste de la production électrique nationale, la part du nucléaire doit être assurée à 65 % afin de la mettre à l'abri de toute initiative idéologique et démagogique qui aurait des conséquences graves et durables pour notre pays et nos concitoyens.